

Déclaration

95/55

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE ROY MACLAREN,
MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL,
DEVANT
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU JAPON

TORONTO (Ontario)
Le 29 septembre 1995



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Monsieur Inaba, je suis heureux de vous accueillir au Canada avec vos collègues. Je suis enchanté que vous ayez pu accepter l'invitation que je vous avais faite pendant ma visite au Japon le printemps dernier. Je félicite la Chambre de commerce et d'industrie du Japon [JCCI] d'avoir organisé l'activité d'aujourd'hui, et je vous remercie de m'avoir inclus dans votre programme.

Je suis tout aussi heureux de voir parmi vos invités les représentants de plusieurs filiales canadiennes de sociétés japonaises, et aussi les représentants de certaines grandes sociétés canadiennes qui entretiennent de solides liens avec le Japon. Étant donné mon attachement personnel à la relation Canada-Japon, j'apprécie cette possibilité qui m'est donnée de m'entretenir avec un groupe aussi bien informé et aussi influent.

L'exposé de position intitulé *For The Further Development of Japanese-Canadian Relations* que la JCCI a préparé pour cette visite reconnaît que la prospérité à long terme repose sur les partenariats.

C'est en fait grâce à leurs partenariats que des sociétés canadiennes et japonaises peuvent non seulement desservir plus efficacement leurs propres marchés nationaux mais aussi pénétrer des marchés tiers. Les ententes récemment conclues pour la fourniture d'équipement électrique à la Thaïlande et à l'Indonésie, et pour la livraison de machines et de matériel de construction mécanique à la Chine et à la Sibérie, démontrent ce qui peut être réalisé.

Une meilleure coopération entre nos entreprises serait particulièrement appropriée en Asie du Sud-Est, où les sociétés japonaises ont établi une forte présence et trouvé des moyens innovateurs de financer les projets.

Je salue les efforts de plusieurs membres de la JCCI, surtout les sociétés de négoce, pour bâtir des partenariats avec des sociétés canadiennes. J'espère que vos discussions de cet après-midi avec la Chambre de commerce du Canada permettront d'accroître le nombre de ces relations essentielles.

Dans l'esprit de la relation Canada-Japon, j'aimerais partager avec vous certaines réflexions franches sur l'état actuel et sur l'orientation future de nos relations en matière de commerce et d'investissement.

Le Canada et le Japon ont édifié des fondements solides. Le commerce bilatéral a poursuivi sa progression, dépassant les 20 milliards de dollars l'an dernier. Les exportations canadiennes se sont accrues d'un milliard de dollars pour la deuxième année consécutive. Selon des estimations prudentes, nos ventes au Japon pourraient bien dépasser les 12 milliards de dollars cette année. Cette croissance explosive est attribuable à

la persévérance et à l'esprit d'innovation que l'on observe des deux côtés du Pacifique.

On entend souvent parler d'un réacheminement de l'investissement japonais, surtout vers l'Asie. Pourtant, le Japon continue de voir le Canada comme un lieu d'investissement sûr. C'est une évaluation sans doute fondée sur la solidité de notre système économique et sur son potentiel à long terme.

Le Canada est le pays du G-7 qui a connu la meilleure croissance économique en 1994. Son produit intérieur brut [PIB] réel s'est accru de 4,5 p. 100 – son plus fort taux de croissance en cinq ans. Ce sont nos niveaux d'exportation sans précédent qui ont soutenu cette forte croissance. Les exportations composent maintenant plus du tiers de notre PIB total.

Notre productivité s'est améliorée. Notre compétitivité au niveau des coûts est à son niveau le plus élevé depuis plus de 40 ans. Notre déficit en compte courant a été réduit de moitié depuis un an. Notre taux d'inflation reste parmi les plus bas au monde.

Le gouvernement canadien a par ailleurs pris des mesures décisives pour réduire le déficit budgétaire. Des coupes sombres aux dépenses publiques réduiront le déficit fédéral à 3 p. 100 du PIB d'ici l'an prochain. Les provinces ont elles aussi pris des mesures pour réduire ou pour éliminer leurs déficits budgétaires.

Notre engagement envers la libéralisation du commerce et de l'investissement explique sans doute en bonne partie notre succès. Nous avons préconisé des initiatives régionales et multilatérales pour améliorer la compétitivité du Canada. Cette approche reflète aussi notre conviction qu'il nous faut chaque fois que possible déborder les engagements existants pour faire progresser le système multilatéral vers le libre-échange global.

Notre participation à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et à son successeur, l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA], a donné aux firmes canadiennes un accès libre et sûr à un énorme marché et à d'excellentes sources d'approvisionnement.

Les règles plus claires sur le contenu nord-américain, notamment pour les automobiles, appliquées sous le régime de l'ALENA ont réduit le risque d'interprétations unilatérales par les autorités douanières. Les intérêts des exportateurs et des investisseurs du secteur des entreprises sont mieux protégés par un système de règlement des différends efficient, transparent et garantissant que les règles seront respectées.

L'économie nord-américaine d'aujourd'hui est basée sur des infrastructures convergentes, sur des voies de distribution communes et sur un réseau complexe d'activités de production et

d'investissements transfrontières. L'intégration économique de l'Amérique du Nord a incité les industries canadiennes à se spécialiser pour tirer avantage de plus grandes économies d'échelle.

Les résultats se passent d'explication. Le Canada et les États-Unis s'échangent chaque jour pour plus d'un milliard de dollars de biens et de services, et les exportations canadiennes au Mexique se sont accrues de près de 30 p. 100 en 1994. Le Canada a compté pour le tiers de l'accroissement total des exportations en Amérique du Nord l'an dernier.

Notre attachement à un régime commercial et financier ouvert et à de saines politiques macro-économiques a contribué à donner au Canada l'un des climats d'affaires les plus concurrentiels au monde. Ce qui n'est pas passé inaperçu.

Les investissements étrangers directs totaux se sont accrues de 20 p. 100 depuis l'entrée en vigueur du premier accord de libre-échange avec les États-Unis. Ces investissements étrangers additionnels au Canada sont composés à 30 p. 100 de bénéfiques réinvestis. Plusieurs sociétés multinationales — comme 3M, Dow, DEC, IBM, Bell Helicopter Textron et Procter and Gamble — ont confié des mandats de production nord-américaine ou mondiale à leurs filiales canadiennes.

De récentes décisions d'investissement prises par des firmes japonaises montrent qu'elles apprécient elles aussi ces développements. À titre d'exemple, Toyota a investi 600 millions de dollars dans l'expansion de ses opérations au Canada. Un certain nombre d'autres sociétés japonaises ont aussi réalisé récemment d'importants investissements au Canada. Ce sont notamment NKK, NEC, Mitsui, Mitsubishi Materials, Sumitomo, NTN, Kao, Omron, Moli Energy, Makita, Sakai Spice et Honda.

Mais la situation pourrait être encore meilleure. Malgré l'attrait qu'exerce notre pays, l'investissement japonais au Canada est sensiblement moins important qu'aux États-Unis, même en tenant compte des tailles différentes de nos économies.

C'est pourquoi je vous encourage, et par vous les autres firmes japonaises, à réexaminer encore plus lucidement ce que le Canada peut offrir.

Tous deux membres du G-7, partenaires au sein de la Quadrilatérale [Réunion des ministres du commerce de la Quadrilatérale] et membres actifs de l'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique], le Canada et le Japon ont fortement intérêt à favoriser la croissance, à élargir le libre-échange et à faire valoir la primauté du droit international.

Au sein de l'APEC, nous collaborons étroitement avec le Japon – qui présidera cette année les réunions de l'APEC à Osaka – afin d'établir un programme de travail détaillé qui concrétise l'engagement que nos dirigeants ont pris l'an dernier à Bogor, en Indonésie. Le Canada a pour objectif de rechercher un élargissement et un approfondissement de nos engagements réciproques et d'assurer que notre vision collective est à la fois tournée vers l'extérieur et axée sur l'expansion. Les résultats des réunions d'Osaka seront d'une grande importance pour le Canada, qui se prépare à présider l'APEC en 1997.

Nous partageons aussi l'engagement fondamental du Japon à développer un système multilatéral de réglementation commerciale solide, efficace et ancré sur l'Organisation mondiale du commerce [OMC]. Notre intérêt commun à garantir le bon fonctionnement et le respect de l'OMC n'a jamais été aussi évident que pendant les récentes négociations américano-nippones sur l'automobile. Pendant ces négociations, le Canada a fait savoir clairement que la prise de mesures unilatérales compromettrait la stabilité du système commercial multilatéral. Nous avons par ailleurs souligné – à l'instar des autres grands partenaires commerciaux du Japon – que la solution doit être trouvée dans une véritable ouverture du marché japonais reposant essentiellement sur une déréglementation effective et de vaste portée.

Certains analystes au Japon soutiennent que les pressions en faveur d'une déréglementation devraient s'atténuer dans l'actuel climat de stagnation. Pourtant, nous croyons que c'est exactement le contraire qui est vrai.

Seule une déréglementation effective et de vaste portée permettra au Japon de stimuler suffisamment la demande intérieure – et surtout celle émanant du secteur privé – pour accélérer la reprise économique et soutenir la croissance.

Il faut aussi que la réforme vise à réduire les prix intérieurs par l'intensification de la concurrence, surtout celle exercée par les importations, si l'on veut qu'elle avantage les consommateurs et les gens d'affaires japonais.

Je suis d'avis que le Japon devrait :

- éliminer toutes ses restrictions réglementaires à la pénétration du marché et à la concurrence par les prix qui ne peuvent être justifiées sur la base de l'efficience économique;
- garantir la pleine transparence et l'application non discriminatoire de toutes ses réglementations;
- simplifier ses normes nationales et les aligner sur les normes internationales; et

- mieux sensibiliser sa population aux avantages de la déréglementation et élargir le débat public sur cette question.

Ces propositions répondent aux deux problèmes les plus souvent rencontrés par les Canadiens qui mènent des affaires au Japon, soit la faible transparence des réglementations et les coûts intérieurs élevés. La correction de ces problèmes faciliterait considérablement le commerce et éviterait de futurs problèmes commerciaux.

Nous espérons que le gouvernement et le secteur privé japonais exerceront le leadership requis pour surmonter l'opposition et pour appliquer une véritable réforme.

Les mesures que le Japon a annoncées en mars dernier dans son *Programme d'action pour la déréglementation* constituaient un point de départ. Certaines de nos préoccupations touchant le secteur du logement et des matériaux de construction ont été prises en compte. Mais les mesures n'allaient pas assez loin; elles étaient loin de répondre aux attentes internationales ou nationales.

Le *Programme d'action* a négligé de fournir une approche cohérente de l'élimination des restrictions à la pénétration du marché et à la concurrence par les prix, surtout dans des secteurs fortement réglementés comme l'agriculture, la propriété des terres, le logement, le transport et la distribution au détail – qui ont un impact considérable sur l'ensemble de l'économie nationale.

Étant donné la nature réactive du *Programme d'action*, les pressions internationales constitueront probablement une forte incitation au changement. Mais ce sont les milieux d'affaires japonais qui ont le rôle le plus important à jouer dans ce processus permanent. Je vous incite à continuer à réclamer la mise en application d'un programme d'action efficace et de vaste portée.

C'est là le défi que je vous lance aujourd'hui.

Domo arigato gozaimasita! (Je vous remercie.)